



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'EURE

Arrêté n° D1/B1/16/887 mettant en demeure Maître Zolotarenko en tant que liquidateur judiciaire de la société RAS Environnement située sur les communes de Conches et du Fresne de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de l'Eure
Officier de la Légion d'Honneur**

VU

- le Code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R512-39-1 et R.512-39-2,
- le décret du 6 mai 2016 nommant Monsieur Thierry COUDERT, préfet de l'Eure,
- le décret du 5 février 2015 nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral n°SCAED-16-30 du 30 mai 2016 donnant délégation de signature à Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- le jugement du 2 juin 2016 du tribunal de Commerce d'Evreux prononçant la liquidation judiciaire de la société RAS Environnement pour son site exploité sur les communes de Conches-en-Ouche et du Fresne et nommant Maître Zolotarenko liquidateur judiciaire,
- la notification du 21 juin 2016, par Maître Zolotarenko liquidateur judiciaire, de la cessation d'activité de la société RAS Environnement depuis le 2 juin 2016,
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 août 2016 relatif à la visite d'inspection du 7 juillet 2016,
- le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 12 août 2016 transmettant à Maître Zolotarenko le rapport du 8 août 2016 et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant les irrégularités et non-conformités constatées, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,
- l'absence d'observation de l'exploitant,

Considérant :

- que lors de la visite du 7 juillet 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté qu'aucune interdiction d'accès au site n'est mentionnée et que le mur d'enceinte de la société est, en certains endroits, cassé permettant ainsi un libre accès au site et à ses installations,
- que lors de cette visite, des tas de déchets (ferrailles, mâchefers, balles de plastique, plastiques automobiles, béton, bois, pneumatiques, DIB, déchets divers...) et de nombreux contenants de liquides susceptibles de créer une pollution sont constatés,
- que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R.512-39-1-II du Code de l'environnement qui stipule que la mise en sécurité du site mis à l'arrêt définitif doit comporter notamment l'évacuation des produits dangereux, la gestion des déchets et les interdictions ou limitations d'accès au site,

- que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure Maître Zolotarenko en tant que liquidateur judiciaire de la société RAS Environnement de respecter les prescriptions des dispositions de l'article R.512-39-1-II du Code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO sise 9 Rue Ducy - BP 981 à Evreux en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société RAS Environnement sise sur les communes de Conches en Ouche et du Fresne est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :

- sous un mois : article R.512-39-1-II point 2 (interdictions et limitations d'accès au site),
article R.512-39-1-II point 3 (suppression des risques d'incendie et d'explosion),
article R.512-39-2-II (information au maire et aux propriétaires de l'usage futur du site),
- sous 3 mois : article R.512-39-1-II point 1 (évacuation des produits dangereux et gestion des déchets),
article R.512-39-1-II point 4 (surveillance des effets de l'installation sur son environnement).

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre Maître ZOLOTARENKO, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Maître ZOLOTARENKO par la voie administrative, et dont copie sera adressée aux maires de Conches-en-Ouche et du Fresne et à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UD de l'Eure).

Evreux, le - 2 SEP. 2016

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale de la préfecture



Anne LAPARRE-LACASSAGNE